

CD EUROPE EXPERTISE

PROSPECTUS COMPLET

SOMMAIRE

PROSPECTUS SIMPLIFIE

PARTIE A STATUTAIRE

I. PRESENTATION SUCCINCTE

II. INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

III. INFORMATIONS SUR LES FRAIS, LES COMMISSIONS ET LA FISCALITE

IV. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

V. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

PARTIE B STATISTIQUE

NOTE DETAILLEE

I. CARACTERISTIQUES GENERALES

I.1 FORME DE L'OPCVM

I.2 ACTEURS

II. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

II.1 CARACTERISTIQUES GENERALES

II.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES

III. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

IV. REGLES D'INVESTISSEMENT

V. REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

PROSPECTUS SIMPLIFIE

OPCVM CONFORME AUX NORMES EUROPEENES

PARTIE A STATUTAIRE

I. PRESENTATION SUCCINCTE

- ▶ **Code ISIN : Part C :** FR0010250068
Part I : FR0010706986
- ▶ **Dénomination :** CD EUROPE EXPERTISE
- ▶ **Forme juridique :** Fonds commun de placement de droit français.
- ▶ **Compartiments :** Non
- ▶ **Nourricier :** Non
- ▶ **Société de gestion :** CHOLET DUPONT ASSET MANAGEMENT
- ▶ **Déléataires :**
 - Délégation de gestion comptable : CACEIS FASTNET
- ▶ **Durée d'existence prévue :** 25 ans
- ▶ **Dépositaire :** CACEIS BANK
- ▶ **Conservateur, Centralisateur des ordres de souscription et rachat, et Etablissement en charge de la tenue des registres des parts :** CHOLET DUPONT S.A.
- ▶ **Commissaire aux comptes :** ERNST & YOUNG AUDIT
- ▶ **Commercialisateurs :** Groupe CHOLET DUPONT. La liste des commercialisateurs n'est pas exhaustive dans la mesure où, notamment, l'OPCVM est admis à la circulation en Euroclear. Ainsi, certains commercialisateurs peuvent ne pas être mandatés ou connus de la société de gestion
- ▶ **Date d'agrément de l'OPCVM par l'AMF :** 17 octobre 2003

II. INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

- ▶ **Classification :** Actions de la Communauté Européenne
- ▶ **OPCVM d'OPCVM :** inférieur à 10% de l'actif net
- ▶ **Objectif de gestion :** L'objectif du Fonds est la recherche de plus values et d'une performance à moyen/long terme supérieure aux marchés actions de la Communauté Européenne grâce à la mise en œuvre d'une gestion discrétionnaire reposant sur une sélection d'un nombre limité d'actions .
- ▶ **Indicateur de référence**

Compte tenu de la stratégie d'investissement, l'indicateur de référence est l'indice DJ STOXX 600 (dividendes réinvestis)

Cet indice indique la performance de 600 grandes, moyennes et petites capitalisations européennes.

CD EUROPE EXPERTISE

Le portefeuille n'ayant pas pour but de répliquer son indice de référence, la performance de la valeur liquidative du Fonds peut s'écarter de celle de l'indice. C'est un élément d'appréciation à posteriori.

► **Stratégie d'investissement :**

Le Fonds est investi principalement en actions de la zone euro, avec une gestion de type stock picking sans répliquer la composition de l'indicateur de référence, et recherchant des investissements pouvant générer des plus-values à moyen/long terme. A cette fin, les gérants sélectionneront un nombre limité de titres de sociétés dont l'analyse approfondie leur permet d'acquérir une forte conviction sur leurs perspectives de développement, de rentabilité et de création de valeur pour leurs actionnaires. L'analyse repose sur des éléments d'appréciation qualitatifs, comme le business model, et sur des critères financiers basés sur les principaux ratios usuels d'évaluation. Le Fonds sera investi en fonction des opportunités aussi bien sur les grandes capitalisations que sur des valeurs moyennes ou petites, avec néanmoins un biais pour ces deux dernières catégories.

Le Fonds sera éligible aux plans d'épargne en Actions, et dans ce but, il sera investi directement ou indirectement à hauteur de 75% minimum en actions de sociétés de la Communauté Européenne.

Le Fonds peut également investir jusqu'à 25% de l'actif dans des produits de taux (Obligations classiques, obligations convertibles ou assimilées, placements monétaires, OPCVM de taux, etc ...) notamment dans l'attente d'une opportunité d'investissement en actions, ou en cas d'anticipation de baisse des marchés actions. Dans cette éventualité, le gérant module l'exposition action du portefeuille, soit par la création de liquidités et le placement en produits de taux, soit par la vente de contrats à terme sur indices, soit par une combinaison des deux.

Le Fonds dans une optique de couverture du portefeuille ou d'exposition aux marchés actions, peut utiliser des instruments financiers négociés de gré à gré ou sur les marchés réglementés tels que les futures ou options, dans la limite d'une exposition globale au risque action de 60% de l'actif net au minimum et de 110% au maximum.

Le Fonds peut détenir jusqu'à 10% de son actif en OPCVM français ou européens conformes à la directive, gérés par la société de gestion ou par des organismes extérieurs.

► **Profil de risque :**

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés.

La valeur liquidative du FCP est susceptible de connaître des variations élevées du fait de la composition du portefeuille ou des choix de gestion effectués. La valeur liquidative peut en effet fluctuer en fonction de différents facteurs liés aux changements propres aux actions détenues en portefeuille, aux évolutions des taux d'intérêt, des taux de change, des chiffres macro-économiques ou de la législation juridique et fiscale.

Les risques auxquels le FCP peut être exposé sont :

- **Un risque en capital**
L'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.
- **Un risque actions**
L'investisseur est exposé au risque actions. En période de baisse du marché des actions, la valeur des actions baissera et par conséquent la valeur liquidative du Fonds également. Il existe un risque que le gérant ne sélectionne pas les sociétés les plus performantes, la gestion du Fonds étant très largement basée sur le « stock picking », c'est-à-dire la sélection de valeurs en fonction de leurs caractéristiques propres.

Le Fonds peut être aussi accessoirement exposé au risque de taux, au risque de crédit, au risque de contrepartie et au risque de change (sur les valeurs étrangères hors zone Euro).

L'ensemble des risques figure dans la note détaillée.

► **Garantie ou protection** : Néant

► **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type** :

Part C : Tous souscripteurs et notamment les souscripteurs souhaitant bénéficier des opportunités offertes par les marchés boursiers français et européens.

Part I : Investisseurs institutionnels

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée de placement recommandée mais également de son souhait de prendre des risques ou de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPCVM.

► **Durée minimum de placement recommandée** :

La durée de placement minimum recommandée est de 5 ans.

III. INFORMATIONS SUR LES FRAIS, LES COMMISSIONS ET LA FISCALITE

► **Frais et commissions** :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, aux commercialisateurs, etc.

Frais à la charge de l'investisseur prélevés lors des souscriptions et rachats	Assiette	Taux/Barèmes
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	3,5%
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0%
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0%
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0%

Les frais de fonctionnement et de gestion recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse...) et la commission de mouvement, qui le cas échéant peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de sur performance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM,
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM,
- une part du revenu des opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie B du prospectus simplifié.

Frais facturés à l'OPCVM :	Assiette	Taux maximum
Frais de fonctionnement et de gestion (incluant tous les frais hors frais de transaction, de surperformance et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement)		
Part C	Actif net hors OPCVM gérés par Cholet Dupont Asset Management	2,153% TTC maximum
Part I	Actif net hors OPCVM gérés par Cholet Dupont Asset Management	1,0764 % TTC maximum
Commissions de surperformance	Néant	Néant
Prestataires percevant des Commissions de mouvement		
Conservateur et société de gestion :		
Répartition 2007 : 75% conservateur et 25% société de gestion	Prélèvement sur chaque transaction	OPCVM : néant, sauf éventuels droits d'entrée ou de sortie. Actions : dégressif 1,1362% TTC maximum. Obligations : dégressif 0,7176% TTC maximum.
Répartition 2008 : 62.5% conservateur et 37.5% société de gestion		
Répartition à compter du 01/01/2009 : 50% conservateur et 50% société de gestion	Par lot	Futures : 30 € TTC
	Sur primes	Options : 0,1794% TTC maximum.
	Néant	TCN : Néant Pensions : Néant.

Aucun intermédiaire ou contrepartie ne fournit de commission en nature à la société de gestion du FCP.

► **Régime fiscal :**

Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention des parts de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès du commercialisateur de l'OPCVM.

IV. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

► **Conditions de souscription et de rachat :** Les ordres de souscription et de rachat sont reçus à tout moment auprès de CHOLET DUPONT dont le siège social est situé 16, place de la Madeleine - 75008 Paris, et centralisés le jour de calcul de la valeur liquidative au plus tard à 10 heures 30. Ils sont exécutés sur la base de cette valeur liquidative.

► **Valeur liquidative d'origine :**

Part C : 200 euros

Part I : 200 000 euros

► **Montant minimum de souscription :** une part.

► **Date de clôture de l'exercice :** dernier jour de la Bourse de Paris du mois de décembre.

► **Date de clôture du premier exercice :** 31 décembre 2004.

► **Affectation des résultats :** capitalisation des revenus.

► **Comptabilisation des revenus :** méthode du coupon encaissé

► **Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative** : La valeur liquidative est calculée de manière quotidienne, dans le cas où le jour de calcul serait un jour férié (au sens de l'article L222-1 du Code du Travail) et/ou la Bourse de Paris serait fermée, la valeur liquidative sera calculée le dernier jour de bourse précédent.

► **Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative** : dans les locaux de la société de gestion.

► **Libellé de la devise de comptabilité** : Euro

► **Date de l'agrément de l'OPCVM par l'AMF** : 17 octobre 2003

► **Date de création de l'OPCVM** : 7 novembre 2003

V. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Le prospectus complet du FCP et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

CHOLET DUPONT S.A. - 16, place de la Madeleine - 75008 Paris

Tél. : +33 (0) 53 43 19 00 - Fax : +33 (0) 01 53 43 19 10

Ces documents sont également disponibles sur le site www.cholet-dupont.fr

Le document concernant la « politique de vote » ainsi que le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles les droits de vote ont été exercés ,sont disponibles auprès de :

CHOLET DUPON ASSET MANAGEMENT 16, place de la Madeleine - 75008 Paris

Tél. : +33 (0) 1 53 43 19 00 - Fax : +33 (0) 1 53 43 19 10

Point de contact où des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaires :

CHOLET DUPONT S.A. - 16, place de la Madeleine - 75008 Paris

Tél. : +33 (0) 53 43 19 00 - Fax : +33 (0) 01 53 43 19 10

Adresse des établissements désignés pour recevoir les souscriptions et les rachats :

CHOLET DUPONT S.A. - 16, place de la Madeleine - 75008 Paris

Tél. : +33 (0) 53 43 19 00 - Fax : +33 (0) 01 53 43 19 10

Le site de l'AMF (www.amf-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

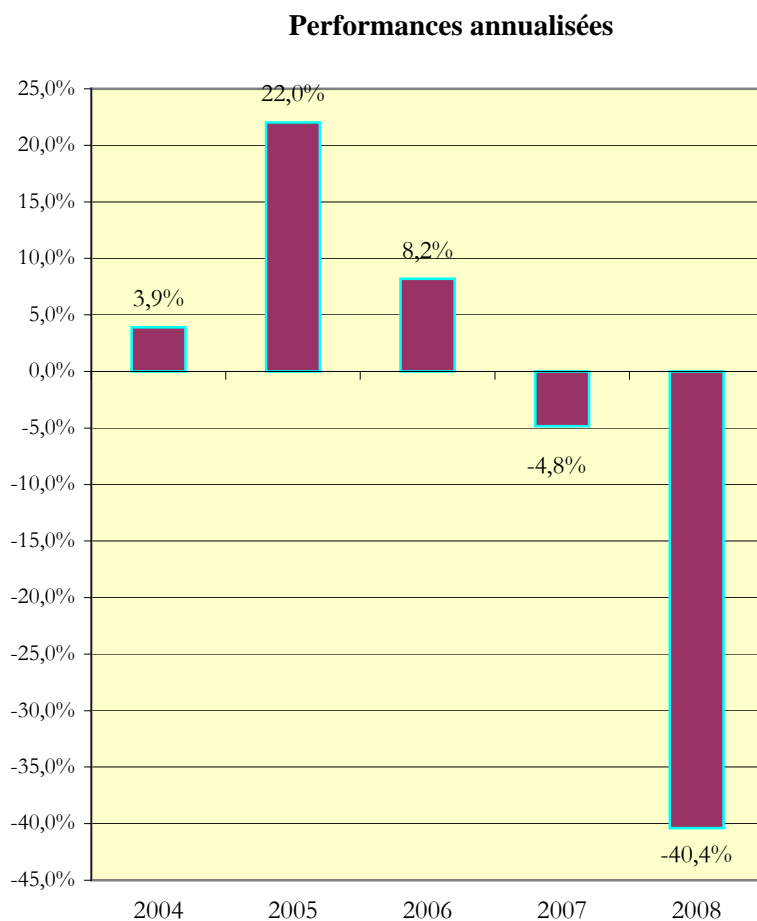
Le présent prospectus simplifié doit être remis aux souscripteurs préalablement à la souscription.

Date de publication du prospectus : 30 octobre 2009

PARTIE B STATISTIQUE

PART C (capitalisation)

Performance au 31 décembre 2008 :



Performances annualisées	1 an	3 ans	5 ans
OPCVM	-40,38 %	-15,01 %	-4,89 %
DJ STOXX 600 Total Return	-43,77 %	-11,41 %	-0,23 %

AVERTISSEMENT ET COMMENTAIRES EVENTUELS

**Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.
Elles ne sont pas constantes dans le temps.**

L'indicateur de référence, initialement le DJ EURO STOXX 50, a été modifié à deux reprises :

- Le 2 mai 2007, l'indice de référence est devenu le DJ EUROS STOXX TMI coupons nets réinvestis
- Depuis le 30 septembre 2008, l'indice de référence est le DJ Stoxx 600 coupons nets réinvestis

Les performances affichées sont calculées coupon réinvesti.

Présentation des frais facturés à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos le 31 décembre 2008 :

Frais de fonctionnement et de gestion	2, 13% TTC
Coût induit par l'investissement dans d'autres OPCVM ou fonds d'investissement <i>Ce coût se détermine à partir :</i>	0%
<i>des coûts liés à la détention d'OPCVM et fonds d'investissement</i>	0%
<i>déduction faite des rétrocessions négociées par la société de gestion de l'OPCVM investisseur</i>	0%
Autres frais facturés à l'OPCVM : <i>Ces autres frais se décomposent en :</i>	2, 42% TTC
<i>- commissions de mouvement</i>	2, 42% TTC
<i>- commissions de sur performance</i>	0% TTC
Total facturé à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos	4, 55 % TTC

Les frais de fonctionnement et de gestion :

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions et le cas échéant de la commission de sur performance.

Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse,..) et la commission de mouvement (voir ci-dessous).

Les frais de fonctionnement et de gestion incluent notamment les frais de gestion financière, les frais de gestion administrative et comptable, les frais de dépositaire, de conservation et d'audit.

Autres frais facturés à l'OPCVM :

D'autres frais peuvent être facturés à l'OPCVM :

Des commissions de sur performance. Elles rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs.

Des commissions de mouvement (voir point III de la partie A du prospectus simplifié). La commission de mouvement est une commission facturée à l'OPCVM à chaque opération sur le portefeuille. Le prospectus complet détaille ces commissions. La société de gestion peut en bénéficier dans les conditions prévues en partie A du prospectus simplifié.

L'attention de l'investisseur est appelée sur le fait que ces autres frais sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et que les chiffres présentés ici sont ceux constatés au cours de l'exercice précédent.

Coût induit par l'achat d'OPCVM et/ou de fonds d'investissement :

Certains OPCVM investissent dans d'autres OPCVM ou dans des fonds d'investissement de droit étranger (OPCVM cibles). L'acquisition et la détention d'un OPCVM cible (ou d'un fonds d'investissement) font supporter à l'OPCVM acheteur deux types de coûts évalués ici :

- des commissions de souscription/rachat. Toutefois la part de ces commissions acquises à l'OPCVM cible est assimilée à des frais de transaction et n'est donc pas comptée ici,
- des frais facturés directement à l'OPCVM cible, qui constituent des coûts indirects pour l'OPCVM acheteur.

Dans certains cas, l'OPCVM peut négocier des rétrocessions, c'est à dire des rabais sur certains de ces frais. Ces rabais viennent diminuer le total des frais que l'OPCVM acheteur supporte effectivement.

Information sur les transactions au cours du dernier exercice clos au 31 décembre 2008 :

Les frais de transaction sur le portefeuille action ont représenté 0,32 % de l'actif moyen.

Le taux de rotation du portefeuille action a été de 274,75 % de l'actif moyen.

Les transactions entre la société de gestion pour le compte des OPCVM qu'elle gère et les sociétés liées ont représenté sur le total des transactions de cet exercice :

Classes d'actifs	Transactions
Actions	0%
Titres de créance	0%

NOTE DETAILLEE

OPCVM CONFORME AUX NORMES EUROPEENES

I. CARACTERISTIQUES GENERALES

I.1 FORME DE L'OPCVM

Dénomination :

CD EUROPE EXPERTISE

Forme juridique et Etat membre dans lequel l'OPCVM a été constitué :

Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français

Date de création et durée d'existence prévue :

FCP agréé

Durée d'existence prévue de 25 ans

Synthèse de l'offre de gestion :

Code ISIN	Montant minimum de souscription	Devise de libellé	Frais de fonctionnement et de gestion	Commissions de souscription	Commissions de rachat	Souscripteurs	Distribution des revenus
Part C FR0010250068	Une part	Euro	2,153% TTC maximum	3,5% maximum	0%	Tous souscripteurs	Capitalisation
Part I FR0010706986	Une part	Euro	1,0764% TTC maximum	0%	0%	Souscripteurs Institutionnels	Capitalisation

Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :

- Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de : CHOLET DUPONT ASSET MANAGEMENT
16, place de la Madeleine - 75008 Paris
- Ces documents sont également sur le site internet : www.cholet-dupont.fr

I. 2 ACTEURS

Société de gestion :

CHOLET DUPONT ASSET MANAGEMENT

16, place de la Madeleine - 75008 Paris.

Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF le 9 février 1998 sous le n° GP98009

Dépositaire :

CACEIS BANK

1-3 , place Valhubert – 75013 PARIS

Etablissement de crédit agréé par le CECEI

Conservateur, Centralisateur des ordres de souscription et rachat, et Etablissement en charge de la tenue des registres des parts (passif du FCP) :

CHOLET DUPONT S.A.

16, place de la Madeleine - 75008 Paris.

Etablissement de crédit agréé par le CECEI

CD EUROPE EXPERTISE

Commissaire aux comptes :

ERNST & YOUNG AUDIT

Représenté par Mr Marc CHARLES.

Tour ERNST & YOUNG - Faubourg de l'arche - 92037 Paris La Défense.

Commercialisateurs :

Groupe CHOLET DUPONT. La liste des commercialisateurs n'est pas exhaustive dans la mesure où, notamment, l'OPCVM est admis à la circulation en Euroclear. Ainsi, certains commercialisateurs peuvent ne pas être mandatés ou connus de la société de gestion.

Délégués :Gestionnaire comptable par délégation

CACEIS FASTNET

1, place Valhubert – 75013 PARIS

Conseillers :

Néant

II. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION**II. 1 CARACTERISTIQUES GENERALES****Caractéristiques des parts**

- Part C : Code ISIN : FR0010250068
- Part I : Code ISIN FR0010706986
- Nature du droit attaché à la catégorie de parts : chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur l'actif net du FCP proportionnel au nombre de parts détenues.
- Inscription à un registre ou modalités de tenue du passif : la tenue des comptes de l'émetteur est assurée par le conservateur CHOLET DUPONT SA.
L'administration des parts est effectuée en Euroclear France.
- Droits de vote : s'agissant d'un FCP, aucun droit de vote n'est attaché aux parts, les décisions étant prises par la société de gestion. Une information sur les modalités de fonctionnement du FCP est faite aux porteurs soit individuellement, soit par voie de presse, soit par le biais des documents périodiques ou par tout autre moyen conformément à l'instruction de l'AMF.
- Forme des parts : au porteur.

Date de clôture :

Dernier jour de la bourse de Paris du mois de décembre de chaque année.

Première clôture : 31 décembre 2004.

Indications sur le régime fiscal :

L'OPCVM n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés et un régime de transparence fiscale s'applique pour le porteur. Le régime fiscal applicable aux plus ou moins values latentes ou réalisées par l'OPCVM dépend des dispositions fiscales applicables à la situation financière de l'investisseur et/ou de la juridiction d'investissement du fonds.

Le passage d'une catégorie de part à l'autre est soumis au régime des plus-values de cession sur valeurs.

II. 2 DISPOSITIONS PARTICULIERES

Classification :

Actions de la Communauté Européenne

Objectif de gestion :

L'objectif du Fonds est la recherche de plus values et d'une performance à moyen/long terme supérieure aux marchés actions de la Communauté Européenne grâce à la mise en œuvre d'une gestion discrétionnaire reposant sur une sélection d'un nombre limité d'actions.

Indicateur de référence :

Compte tenu de la stratégie d'investissement, l'indicateur de référence est l'indice DJ STOXX 600 (dividendes réinvestis)

Cet indice indique la performance de 600 grandes, moyennes et petites capitalisations européennes.

Le portefeuille n'ayant pas pour but de répliquer son indice de référence, la performance de la valeur liquidative du Fonds peut s'écarter de celle de l'indice. C'est un élément d'appréciation *a posteriori*.

Stratégie d'investissement :

1) Stratégies utilisées :

Le Fonds est investi principalement en actions de la zone euro, avec une gestion de type stock picking c'est à dire un choix de valeurs basé sur leurs qualités intrinsèques, indépendamment de la composition d'un quelconque indice. Les gérants recherchent en priorité des investissements pouvant générer des plus-values à moyen/long terme. A cette fin, ils sélectionnent un nombre limité de titres de sociétés dont l'analyse approfondie leur permet d'acquiescer une forte conviction sur leurs perspectives de développement, de rentabilité et de création de valeur pour leurs actionnaires. L'analyse repose sur des éléments d'appréciation qualitatifs (pérennité de l'activité, business model, qualités des dirigeants etc) et sur des critères financiers basés sur des ratios comme la croissance du chiffre d'affaires et du cash flow, le PER et le P/cash flow, le retour sur fonds propres, le gearing etc...Le Fonds sera investi en fonction des opportunités aussi bien sur les grandes capitalisations que sur des valeurs moyennes ou petites, avec néanmoins un biais pour ces deux dernières catégories.

2) Principales catégories d'actifs utilisés (hors dérivés) :

La pondération des types d'actifs au sein du FCP dépend des anticipations du gérant en ce qui concerne notamment le taux d'exposition du portefeuille aux marchés d'actions et la proportion de liquidités.

- **Actions**

Le Fonds étant éligible aux plans d'épargne en actions, il est investi directement ou indirectement à hauteur de 75 % minimum en actions de sociétés de la Communauté européenne. La pondération de chaque pays n'a pas de limite.

Le Fonds sera investi en fonction des opportunités aussi bien sur les grandes capitalisations que sur des valeurs moyennes.

- **Produits de taux : Obligations et instruments du marché monétaire**

Le Fonds peut investir jusqu'à 25% de l'actif dans des produits de taux, notamment dans l'attente d'une opportunité d'investissement en actions, ou en cas d'anticipation de baisse des marchés actions. Dans cette éventualité, le gérant peut diminuer l'exposition action du portefeuille par la création de liquidités et le placement en produits de taux, comme des obligations classiques ou des Titres de Créances Négociables , émis aussi bien par des Etats européens que par des sociétés européennes présentant de bonnes garanties de solvabilité (mais sans obligation de notation), ou comme des OPCVM obligataires

ou monétaires . Le Fonds peut également détenir des obligations convertibles pour bénéficier de l'exposition indirecte à leurs sous-jacents actions.

- Investissements en titres d'autres OPCVM et / ou de fonds d'investissement

Le Fonds peut détenir jusqu'à 10% d'OPCVM français ou européens conformes à la directive, gérés par la société de gestion ou par des organismes extérieurs, afin de placer les liquidités, ou pour réaliser l'objectif de gestion en faisant bénéficier le Fonds de portefeuilles représentant des secteurs d'activité, des zones géographiques, des thèmes ou des styles d'investissement particuliers.

3) Les instruments financiers dérivés

Le Fonds pourra intervenir sur des instruments financiers à terme négociés sur des marchés réglementés ou de gré à gré, français et étrangers. Dans ce cadre, le gérant pourra prendre toutes positions en vue de couvrir ou d'exposer le portefeuille à tous secteurs d'activités / géographiques / ou indices pour tirer parti des variations de marché et poursuivre l'objectif de gestion. Ces opérations seront effectuées dans la limite d'une exposition globale au risque action de 60% de l'actif net au minimum et de 110% au maximum.

- Nature des marchés d'intervention :

- réglementés
- organisés
- de gré à gré

- Risques sur lesquels le gérant peut intervenir :

- action
- taux
- change
- crédit
- autres risques : volatilité, indice

- Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- couverture
- exposition
- arbitrage
- autre nature

- Nature des instruments utilisés :

- futures
- options
- swaps
- change à terme
- dérivés de crédit
- autre nature (à préciser)

- La stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

- couverture du risque de taux
- couverture du risque de crédit
- couverture du risque action
- couverture du risque de change
- reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, à des risques
- augmentation de l'exposition au marché action
- couverture d'autres risques (à compléter au choix du gérant)
- autres stratégies

4) Titres intégrant des dérivés (warrants, EMTN, certificats)

Le FCP peut investir dans un but de couverture du portefeuille contre un risque de baisse des marchés actions ou contre un risque spécifique à un titre dans des warrants, des EMTN ou des certificats cotés sur les marchés réglementés ou négociés de gré à gré avec les émetteurs.

5) Dépôts

Néant

6) Emprunts d'espèces

Les emprunts en espèces ne peuvent représenter plus de 10% de l'actif et servent, de façon exceptionnelle, à assurer une liquidité aux porteurs désirant racheter leurs parts sans pénaliser la gestion globale des actifs.

7) Acquisitions et cessions temporaires de titres

Néant

Rémunération : les informations complémentaires figurent à la rubrique des frais et commissions.

Profil de risque :

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés.

La valeur liquidative du FCP est susceptible de connaître des variations élevées du fait de la composition du portefeuille ou des choix de gestion effectués. La valeur liquidative peut en effet fluctuer en fonction de différents facteurs liés aux changements propres aux actions détenues en portefeuille, aux évolutions des taux d'intérêt, des taux de change, des chiffres macro-économiques ou de la législation juridique et fiscale.

Les risques auxquels le FCP peut être exposé sont :

- Un risque en capital
L'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.
- Un risque actions
L'investisseur est exposé au risque actions. En période de baisse du marché des actions, la valeur des actions baissera et par conséquent la valeur liquidative du Fonds également. Il existe un risque que le gérant ne sélectionne pas les sociétés les plus performantes, la gestion du Fonds étant très largement basée sur le « stock picking », c'est-à-dire la sélection de valeurs en fonction de leurs caractéristiques propres.
- Un risque de taux
Il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêts. Il est mesuré par la sensibilité.
En période de hausse des taux d'intérêts, la valeur liquidative peut baisser de manière sensible.
- Un risque de crédit
En cas de défaillance ou de dégradation de la qualité des émetteurs privés, par exemple lors d'une baisse de leur notation par les agences de notation financière, la valeur des obligations détenues par le Fonds baisse, entraînant une baisse de la valeur liquidative.

- **Un risque de contrepartie**
Le risque de contrepartie représente le risque de pertes encourues par une entité au titre de ses engagements vis-à-vis d'une contrepartie, en cas de défaillance de celle-ci ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles. Ce risque est présent dans les opérations de gré à gré. Une perte due à la défaillance de la contrepartie implique une baisse de la valeur liquidative.
- **Un risque de change**
Le risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise du FCP à savoir l'Euro. Ce risque sera représenté par la part du portefeuille non investie en Euro. La baisse correspondante de la valeur en Euro de titres libellés dans ces autres devises entraîne une baisse de la valeur liquidative.

Garantie ou protection :

Néant

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

Part C : Tous souscripteurs et notamment les souscripteurs souhaitant bénéficier des évolutions des marchés boursiers européens et d'une performance proche de celle de l'indice de référence, l'Eurostoxx 50.

Part I : Souscripteurs Institutionnels souhaitant bénéficier des évolutions des marchés boursiers européens et d'une performance proche de celle de l'indice de référence, l'Eurostoxx 50.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée de placement recommandée mais également de son souhait de prendre des risques ou de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPCVM.

Durée minimum de placement recommandée :

La durée de placement minimum recommandée est de 5 ans.

Modalités de détermination et d'affectation des revenus :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées chaque année.

Caractéristiques des parts ou actions :

La devise des parts est l'Euro.

La valeur d'origine de la part est de 200 euros pour les parts C et de 200000€ pour la part I.

Modalités de souscription et de rachat

Les ordres de souscription et de rachat sont reçus à tout moment auprès de CHOLET DUPONT dont le siège social est situé 16, place de la Madeleine - 75008 Paris, et centralisés le jour de calcul de la valeur liquidative au plus tard à 10 heures 30. Ils sont exécutés sur la base de cette valeur liquidative.

Les souscriptions peuvent se réaliser en numéraire ou par apport de titres.

Le montant minimum de première souscription correspond obligatoirement à une part.

La valeur liquidative est calculée de manière quotidienne, dans le cas où le jour de calcul serait un jour férié (au sens de l'article L222-1 du Code du Travail) et/ou la Bourse de Paris serait fermée, la valeur liquidative sera calculée le dernier jour de bourse précédent.

Frais et commissions :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc

Frais à la charge de l'investisseur prélevés lors des souscriptions et rachats	Assiette	Taux/Barèmes
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	3,5%
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0%
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0%
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0%

Les frais de fonctionnement et de gestion recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse...) et la commission de mouvement, qui le cas échéant peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de sur-performance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM,
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM,
- une part du revenu des opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie B du prospectus simplifié.

Frais facturés à l'OPCVM :	Assiette	Taux maximum
<p>Frais de fonctionnement et de gestion (incluant tous les frais hors frais de transaction, de surperformance et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement)</p> <p>Part C</p> <p>Part I</p>	<p>Actif net hors OPCVM gérés par Cholet Dupont Asset Management</p> <p>Actif net hors OPCVM gérés par Cholet Dupont Asset Management</p>	<p>2,153% TTC maximum</p> <p>1,0764% TTC maximum</p>
Commissions de surperformance	Néant	Néant
<p>Prestataires percevant des Commissions de mouvement</p> <p>Conservateur et société de gestion :</p> <p>Répartition 2007 : 75% conservateur et 25% société de gestion</p> <p>Répartition 2008 : 62.5% conservateur et 37.5% société de gestion</p> <p>Répartition à compter du 01/01/2009 : 50% conservateur et 50% société de gestion</p>	<p>Prélèvement sur chaque transaction</p> <p>Par lot</p> <p>Sur primes</p> <p>Néant</p>	<p>OPCVM : néant, sauf éventuels droits d'entrée ou de sortie. Actions : dégressif 1.1362% TTC maximum. Obligations : dégressif 0,7176% TTC maximum.</p> <p>Futures : 30 € TTC</p> <p>Options : 0,1794% TTC maximum.</p> <p>TCN : Néant Pensions : Néant.</p>

Aucun intermédiaire ou contrepartie ne fournit de commission en nature à la société de gestion du FCP.

Procédure de choix des intermédiaires :

Le gérant du Fonds dispose d'une liste d'intermédiaires autorisés mise à jour tous les 6 mois ou selon les besoins. Les critères de sélections des intermédiaires sont la sécurité, la qualité des conseils en investissements, la capacité à intervenir sur des marchés à faible liquidité, et la qualité des moyens de règlement livraison.

III. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Affectation du résultat :

Les parts proposées par le FCP sont des parts de capitalisation.

Conditions de souscription et de rachat :

Les ordres de souscription et de rachat sont reçus à tout moment auprès de CHOLET DUPONT dont le siège social est situé 16, place de la Madeleine - 75008 Paris, et centralisés le jour de calcul de la valeur liquidative au plus tard à 10 heures 30 à l'exception des jours fériés légaux et réalisées à la prochaine valeur liquidative.

Diffusion des informations concernant le FCP :

La valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion.

Le prospectus complet, les documents périodiques et le rapport annuel sont disponibles auprès de la société de gestion.

IV. REGLES D'INVESTISSEMENT

Le FCP respecte les règles d'investissement définies aux articles L 214-4 et R 214-1 et suivants du Code Monétaire et Financier auxquels il est préférable de se reporter pour plus d'informations.

L'OPCVM calculera son engagement hors bilan selon la méthode linéaire.

V. REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Le FCP est conforme aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPCVM.

Comptabilisation des revenus :

Le FCP comptabilise ses revenus selon la méthode du coupon encaissé

Comptabilisation des entrées et sorties en portefeuille :

La comptabilisation des entrées et sorties de titres dans le portefeuille du FCP est effectuée frais de négociation exclus.

Règles d'évaluation des actifs :

Lors de chaque valorisation, les actifs du FCP sont évalués selon les principes suivants :

- **Actions et titres assimilés cotés (valeurs françaises et étrangères)**

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes :	Dernier cours de bourse du jour.
Places de cotation asiatiques :	Dernier cours de Bourse du jour.
Places de cotation australiennes :	Dernier cours de Bourse du jour.
Places de cotation nord-américaines :	Dernier cours de Bourse du jour précédent.
Places de cotation sud-américaines :	Dernier cours de Bourse du jour précédent.

En cas de non cotation d'une valeur aux environs de 14 heures, le dernier cours de Bourse de la veille est utilisé.

Les valeurs cotées en devises sont converties en euro suivant les taux WMR de la devises au jour de l'évaluation

- **Obligations**

Les obligations sont valorisées sur la base d'une moyenne de cours contribués récupérés quotidiennement auprès des teneurs de marchés et converties si nécessaire en euro suivant le taux WMR de la devise au jour de l'évaluation.

- **Titres d'OPCVM en portefeuille**

Evaluation sur la base de la dernière valeur liquidative connue.

- **Parts de FCC**

Evaluation au premier cours de Bourse du jour pour les FCC cotés sur les marchés européens.

- **Acquisitions temporaires de titres**

Pensions livrées à l'achat : valorisation contractuelle.

Prêts de titres : Valorisation des titres prêtés au cours de Bourse de la valeur sous-jacente. Les titres sont récupérés par l'OPCVM à l'issue du contrat de prêt.

- **Cessions temporaires de titres**

Titres donnés en pension livrée : Les titres donnés en pension livrée sont valorisés au prix du marché, les dettes représentatives des titres donnés en pension sont maintenues à la valeur fixée dans le contrat.

- **Valeurs mobilières non cotées**

Evaluation utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et sur le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

- **Titres de créances négociables**

- Les TCN qui lors de l'acquisition, ont une durée de vie résiduelle de moins de trois mois, sont valorisés de manière linéaire. La différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement est linéarisée sur la période restant à courir.
- Les TCN acquis avec une durée de vie résiduelle de plus de trois mois sont valorisés à leur valeur de marché jusqu'à 3 mois et un jour avant l'échéance. La différence entre la valeur de marché relevée 3 mois et 1 jour avant l'échéance et la valeur de remboursement est linéarisée sur les 3 derniers mois.
- Les TCN ayant une durée de vie comprise entre 3 mois et 1 an :
 - TCN faisant l'objet de transactions significatives : application d'une méthode actuarielle, le taux de rendement utilisé étant celui constaté chaque jour sur le marché.
 - Autres TCN : application d'une méthode proportionnelle, le taux de rendement utilisé étant le taux EURIBOR de durée équivalente, corrigé éventuellement d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.
- Les TCN ayant une durée de vie supérieure à 1 an : application d'une méthode actuarielle.
 - TCN faisant l'objet de transactions significatives, le taux de rendement utilisé est celui constaté chaque jour sur le marché.
 - Autres TCN : le taux de rendement utilisé est le taux des BTAN de maturité équivalente, corrigé éventuellement d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.
- Les BTAN sont valorisés au prix de marché jusqu'à l'échéance en utilisant le taux de rendement actuariel ou le cours du jour publié par la Banque de France.

- **Instruments financiers à terme :**

- Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé : Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.
- Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé : Les swaps :
 - Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.
 - Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.
 - Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion (FCP) ou du Conseil d'Administration (SICAV).

TITRE I

ACTIF ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 25 ans à compter de sa constitution, sauf dans le cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

La société de gestion peut décider de regrouper ou de diviser les parts.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du Conseil d'Administration de la société de gestion en dixièmes, centièmes ou millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le Conseil d'Administration de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 – Montant minimal de l’actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l’actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros ; dans ce cas, et sauf si l’actif redevient entre temps supérieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires pour procéder dans le délai de trente jours à la fusion ou à la dissolution du fonds.

Article 3 – Emission et rachat des parts

Les souscriptions et les rachats sont effectués dans les conditions et selon les modalités précisées dans la notice d’information.

Le prix d’émission peut être augmenté d’une commission de souscription, le prix de rachat peut être diminué d’une commission de rachat dont les taux et l’affectation figurent sur la notice d’information.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l’objet d’une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d’un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d’acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l’article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l’acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l’évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d’actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé à un rachat suivi d’une souscription ; s’il s’agit d’un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par la notice d’information.

Article 4 – Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées ci-dessous :

- les valeurs mobilières négociées sur un marché réglementé français ou étranger, sont évaluées au prix du marché. L'évaluation au prix du marché de référence est effectuée selon les modalités arrêtées par la société de gestion. Ces modalités d'application sont précisées dans l'annexe aux comptes annuels.

Toutefois :

- . Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.
- . Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives, sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre. Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire. Les modalités d'application de ces règles sont fixées par la société de gestion. Elles sont mentionnées dans l'annexe aux comptes annuels.
- Les parts ou actions d'OPCVM sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
 - Les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.
 - Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur, les modalités d'application étant arrêtées par la société de gestion et précisées dans l'annexe aux comptes annuels.
 - Les opérations portant sur des instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociées sur des marchés organisés français ou étrangers sont valorisées à la valeur de marché selon les modalités arrêtées par la société de gestion. Elles sont précisées dans l'annexe aux comptes annuels.
- Les opérations à terme ferme ou conditionnel ou les opérations d'échange conclues sur les marchés de gré à gré, autorisés par la réglementation applicable aux OPCVM, sont valorisées à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion et précisées dans l'annexe aux comptes annuels.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 – La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis – Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrites dans la note détaillée du prospectus complet.

Le FCP pourra procéder à des opérations sur les marchés à terme et conditionnels réglementés et les marchés de gré à gré dans les limites fixées par la réglementation en vigueur et les autorités de tutelle.

Article 6 – Le dépositaire

Le dépositaire assure la conservation des actifs compris dans le fonds, dépouille les ordres de la société de gestion concernant les achats et les ventes de titres ainsi que ceux relatifs à l'exercice des droits de souscription et d'attribution attachés aux valeurs comprises dans le fonds. Il assure tous encaissements et paiements.

Le dépositaire doit s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 7 – Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion.

Il effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment certifie, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Il porte à la connaissance de l'Autorité des Marchés Financiers, ainsi qu'à celle de la société de gestion du FCP, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Article 8 – Les comptes et le rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

L'inventaire est certifié par le dépositaire et l'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion ou chez le dépositaire.

TITRE III

MODALITES D'AFFECTION DES RESULTATS

Article 9

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

La société de gestion a décidé de capitaliser intégralement les sommes distribuables, à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

TITRE IV

FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 10 - Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution - Prorogation

- Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.
- La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.
- La société de gestion procède à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, en cas de cessation de fonction du dépositaire, lorsque aucun autre dépositaire n'a été désigné.
- En cas de résiliation de la convention conclue entre le dépositaire et la société de gestion par l'une ou l'autre des parties, la société de gestion procède à la dissolution du fonds dans un délai maximum de trois mois à compter de la réception par la partie notifiée de cette résiliation, lorsque aucun autre dépositaire n'a été désigné par la société de gestion et agréé par l'Autorité des Marchés Financiers dans ce délai.
- La société de gestion procède à la dissolution du fonds à l'expiration de la durée du fonds si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 12 – Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion est chargée des opérations de liquidation. Les opérations de liquidation peuvent être confiées au dépositaire avec l'accord de ce dernier. La société de gestion ou, le cas échéant, le dépositaire, sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V

MODIFICATIONS

Article 13 – Modifications du règlement

Le règlement du fonds ne pourra être modifié que d'un commun accord entre le dépositaire et la société de gestion. Les modifications n'entreront en vigueur qu'après information préalable des porteurs de parts ou leurs mandataires, suivant la réglementation en vigueur.

TITRE VI

CONTESTATION

Article 14 – Compétence – Election de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.